



CHAPITRE 55

Loi de la Société d'habitation du Québec

[Sanctionnée le 29 juin 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation:

« municipalité »;

« office municipal d'habitation »;

« organisme sans but lucratif »;

« Société »;

« ministre ».

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

a) « municipalité »: toute corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit;

b) « office municipal d'habitation »: une corporation constituée en vertu de l'article 55;

c) « organisme sans but lucratif »: un office municipal d'habitation ainsi que toute autre corporation sans but lucratif formée en vertu d'une autre loi de la province et reconnue par règlement de la Société;

d) « Société »: la Société d'habitation du Québec constituée par l'article 2;

e) « ministre »: le ministre des affaires municipales.

SECTION II

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

Constitution.

2. Un organisme est institué sous le nom, en français, de « Société d'habitation du Québec » et, en anglais, de « Quebec Housing Corporation ».

CHAPTER 55

Quebec Housing Corporation Act

[Assented to 29th June 1967]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions mean:

(a) "municipality": any municipal corporation, whatever be the law by which it is governed;

(b) "municipal housing bureau": a corporation constituted under section 55;

(c) "non-profit organization": a municipal housing bureau and any other non-profit corporation constituted under any other law of the Province and recognized by by-law of the Corporation;

(d) "Corporation": the Quebec Housing Corporation constituted by section 2;

(e) "Minister": the Minister of Municipal Affairs.

DIVISION II

QUEBEC HOUSING CORPORATION

2. There shall be a body called the "Quebec Housing Corporation" in English and "Société d'habitation du Québec" in French.

Objets.

3. La Société a pour objets de favoriser la rénovation du territoire des municipalités du Québec, de faciliter l'accès des citoyens du Québec à la propriété immobilière et de mettre à leur disposition des logements à loyer modique.

3. The objects of the Corporation shall be to promote the renewal of the territory of the municipalities of Quebec, to facilitate the acquisition of real property by the citizens of Quebec and to make low-rental lodgings available to them.

Agent de la couronne. Pouvoirs.

4. La Société est un agent de la couronne du chef de la province.

4. The Corporation shall be an agent of the Crown in right of the Province.

La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

The Corporation shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation, with such special powers as are assigned to it by this act.

Siège social.

5. La Société a son siège social dans la ville de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre localité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Cazette officielle de Québec*.

5. The corporate seat of the Corporation shall be in the city of Quebec; but it may transfer it to another locality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such change shall come into force upon publication of a notice to such effect in the *Quebec Official Gazette*.

Séances.

La Société peut tenir ses séances à tout endroit de la province.

The Corporation may hold its sittings at any place in the Province.

Formation.

6. La Société est formée de cinq membres.

6. The Corporation shall be composed of five members.

Nominations.

Deux de ces membres sont nommés pour dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur traitement, lequel ne peut être réduit par la suite. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le président de la Société parmi ces deux membres.

Two of such members shall be appointed for ten years by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their salaries, which shall not be reduced thereafter. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint one of such two members president of the Corporation.

Idem.

Les trois autres membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, parmi les fonctionnaires du gouvernement ou d'un agent de la couronne du chef de la province; le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun de ces trois membres et nomme le vice-président parmi eux.

The other three members shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council from among the functionaries of the Government or of an agent of the Crown in right of the Province; the Lieutenant-Governor in Council shall, if necessary, fix the additional salary or the fees or allowances of each of such three members and shall appoint one of them vice-president.

Prolongation du mandat.

Nonobstant l'expiration de leur mandat, les membres de la Société demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Notwithstanding the expiry of their term, the members of the Corporation shall remain in office until reappointed or replaced.

Services exclusifs.

7. Les membres de la Société visés au deuxième alinéa de l'article 6 doivent s'occuper exclusivement du travail de la Société et des devoirs de leur fonction.

7. The members of the Corporation contemplated in the second paragraph of section 6 shall devote their time exclusively to the work of the Corporation and the duties of their office.

- Intérêts prohibés.** **8.** Aucun membre de la Société ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société.
- Proviso.** Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.
- Quorum.** **9.** Le quorum de la Société est de trois membres ayant droit de vote.
- Remplacement temporaire.** **10.** Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; lorsqu'un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité, par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires.
- Membres adjoints.** **11.** La Société peut également comprendre des membres adjoints qui y siègent sans droit de vote; ils sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées; ils reçoivent en outre une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- Vacances.** **12.** Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre de la Société est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.
- Responsabilité du président.** **13.** Le président est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.
- Secrétaire, etc.** **14.** Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Société sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique.
- Authenticité des procès-verbaux, etc.** **15.** Les procès-verbaux des séances de la Société, approuvés par elle et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques; il en est de même des documents et des copies émanant de la
- Interests prohibited.** **8.** No member of the Corporation, under pain of forfeiture of his office, shall have any direct or indirect interest in an undertaking that puts his personal interest in conflict with that of the Corporation.
- Proviso.** Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch.
- Quorum.** **9.** Three members of the Corporation shall constitute a quorum entitled to vote.
- Temporary replacement.** **10.** In the case of inability to act of the president by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president; whenever another member is so unable to act, he may be replaced by a person appointed to exercise his functions, while he is unable to act, by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his remuneration.
- Associate members.** **11.** The Corporation may also include associate members who shall sit but shall have no right to vote; they shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council and shall be indemnified for their expenses in attending meetings; they shall also receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.
- Vacancies.** **12.** Any vacancy occurring during the term of office of a member of the Corporation shall be filled for the unexpired portion of the term of the member to be replaced.
- Responsibility of president.** **13.** The president shall be responsible for the administration of the Corporation within the scope of its by-laws.
- Secretary, etc.** **14.** The secretary and other persons employed by the Corporation shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.
- Authenticity of minutes, etc.** **15.** The minutes of the sittings of the Corporation, approved by it and certified by the president or the secretary, shall be authentic; the same shall apply to documents and copies emanating from the

Société ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont certifiés par le président ou le secrétaire.

Corporation or forming part of its records, when certified by the president or the secretary.

Immu-
nité.

16. Les membres de la Société de même que ses fonctionnaires et employés ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

16. The members, functionaries and employees of the Corporation cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions.

Recours
prohibés.

17. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Société ou ses membres agissant en leur qualité officielle.

17. No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be granted against the Corporation or its members acting in their official capacity.

Excep-
tion.

18. Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Société.

18. Article 33 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Corporation.

Annula-
tion de
bref, etc.

19. Deux juges de la Cour du banc de la reine peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 16 ou de l'article 17.

19. Two judges of the Court of Queen's Bench, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 16 or section 17.

Droit
d'entrée.

20. Les membres de la Société et toute personne autorisée à cette fin par la Société ont, en tout temps, accès à tous les livres, registres, dossiers et autres documents d'une municipalité ou de toute personne qui demande ou reçoit une aide de la Société, sous forme de prêt ou autrement, et peuvent en prendre des copies; ils peuvent en tout temps entrer dans tout immeuble, privé ou public pour s'enquérir de tout fait relatif à l'exercice de leurs attributions. Ils peuvent exiger de tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble dans une municipalité, l'aide requise à cette fin.

20. The members of the Corporation and any person authorized for such purpose by the Corporation shall at all times have access to all the books, registers, records and other documents of a municipality, or of any person who applies for or receives assistance from the Corporation in the form of a loan or otherwise, and may make copies thereof; they may at all times enter upon any private or public immovable to inquire into any fact relating to the exercise of their functions. They may require from any owner, lessee or occupant of an immovable in a municipality such assistance as is required for such purpose.

Entraves
prohibées.

21. Il est interdit d'entraver l'exercice des fonctions de toute personne agissant en vertu de l'article 20, de la tromper par des réticences ou par de fausses déclarations ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'elle peut donner en vertu de la loi; telle personne doit, si elle en est requise, exhiber un certificat de la Société attestant sa qualité et portant la signature du président ou du vice-président.

21. It is forbidden to hinder any person acting under section 20 in the performance of his duties, to mislead him by concealment or false statement or to fail to obey any lawful order he may give; such person, if so required, shall produce a certificate from the Corporation attesting his authority and signed by the president or the vice-president.

Peine
pour
infrac-
tion.

22. Toute personne qui contrevient aux dispositions de l'article 21 est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars.

22. Any person contravening the provisions of section 21 shall be liable, on summary proceeding, to a fine of not less than twenty-five dollars nor more than two hundred dollars. Penalty for offence.

Année
financière.

23. L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

23. The fiscal year of the Corporation shall end on the 31st of March in each year. Fiscal year.

Rapport
annuel.

24. La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre peut prescrire.

24. The Corporation shall, not later than the 30th of June in each year, submit to the Minister a report on its activities for its previous fiscal year; such report shall also contain all the information which the Lieutenant-Governor in Council or the Minister may prescribe. Annual report.

Dépôt.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée législative si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Such report shall be laid before the Legislative Assembly if it is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session. Deposit.

Vérifica-
tion
annuelle.

25. Les livres et les comptes de la Société sont vérifiés chaque année par l'auditeur de la province et en outre chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil; ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de la Société.

25. The books and accounts of the Corporation shall be audited by the provincial auditor each year and also whenever so ordered by the Lieutenant-Governor in Council; his reports shall accompany the annual report of the Corporation. Yearly audit.

Rensei-
gnements.

26. La Société doit fournir au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

26. The Corporation shall give the Minister any information he may require respecting its operations. Information.

SECTION III

RÉNOVATION DU TERRITOIRE
D'UNE MUNICIPALITÉ§ 1.—*Projets de rénovation*Contrats
autorisés.

27. Toute municipalité peut, par résolution de son conseil, demander à la Société l'autorisation de conclure, avec toute personne ou tout groupe de personnes qu'elle y désigne, un contrat pour la préparation d'un programme détaillé de rénovation de toute partie de son territoire qui y est décrite.

27. Any municipality, by resolution of its council, may apply to the Corporation for authorization to make, with any person or group of persons therein designated, a contract for the preparation of a detailed program for the renewal of any part of its territory therein described. Contracts authorized.

Program-
mes de
rénova-
tion.

Toute municipalité peut aussi, par résolution de son conseil, demander à la Société d'être autorisée à préparer elle-même un programme détaillé de rénovation de toute partie de son territoire qui y est décrite.

Any municipality, by resolution of its council, may also apply to the Corporation for authorization to prepare, itself, a detailed program for the renewal of any part of its territory therein described. Renewal programs.

Objet des travaux.

Les travaux prévus dans un tel contrat ou une telle résolution doivent porter sur les sujets que la Société détermine par règlement et notamment sur l'utilisation des terrains, le zonage, la régie de la construction ainsi que les normes d'occupation et la destination des édifices, l'amélioration et l'entretien des immeubles, l'acquisition d'immeubles par la municipalité, les travaux de démolition et de déblaiement à exécuter, les possibilités de relogement des personnes délogées et le coût approximatif du programme de rénovation.

The works contemplated in such contract or resolution shall cover such subjects as the Corporation determines by by-law and in particular the use of land, zoning, the regulation of building, the standards of occupancy, the destination of buildings, the improvement and maintenance of immoveables, the acquisition of immoveables by the municipality, the demolition and clearing works to be carried out, the possibilities of relodging the evicted persons and the approximate cost of the renewal program.

Condition d'obtention de permis.

28. A compter de l'adoption d'une résolution en vertu de l'article 27, aucun permis de construction, de reconstruction, de transformation, d'addition, d'implantation ou de réparation ne peut être délivré par la municipalité à l'égard d'un bâtiment dans le territoire décrit dans la résolution, sans l'autorisation de la Société.

28. Upon and after the adoption of a resolution under section 27, no permit for construction, reconstruction, relocation, alteration, additions, location or repair shall be issued by the municipality with respect to any building in the territory described in the resolution, without the authorization of the Corporation.

Plans de division prohibés.

De plus, la confection de tout plan de division ou de subdivision de terrain est interdite dans le territoire décrit dans la résolution, à compter de son adoption, de même que la modification ou l'annulation du livre de renvoi d'une division ou d'une subdivision.

Furthermore, it is forbidden to make any division or subdivision plan of land in the territory described in the resolution after it is adopted, or to amend or annul the book of reference of a division or subdivision.

Copie de résolution à la Société.

29. La municipalité doit, dans les dix jours de l'adoption de la résolution, en transmettre copie à la Société et y annexer le projet de contrat, le cas échéant.

29. Within ten days of the adoption of the resolution, the municipality shall send a copy thereof to the Corporation and, should the occasion arise, annex thereto the draft contract.

Délai pour statuer.

Il est du devoir de la Société de statuer sur la résolution de la municipalité dans les trois mois de son adoption.

It shall be the duty of the Corporation to adjudicate upon the resolution of the municipality within three months of its adoption.

Publication d'avis d'adoption.

30. Un avis de l'adoption de la résolution doit, sans délai, être publié au moins trois fois dans un quotidien ou un hebdomadaire de langue française et dans un quotidien ou un hebdomadaire de langue anglaise circulant dans la municipalité et être transmis au registraire de toute division d'enregistrement où est situé le territoire décrit dans la résolution.

30. A notice of the adoption of the resolution shall be published forthwith at least three times in an English-language daily or weekly newspaper and in a French-language daily or weekly newspaper circulating in the municipality and sent to the registrar of every registration division in which the territory described in the resolution is situated.

Contenu.

Cet avis doit indiquer, conformément aux règlements de la Société, la nature de la résolution et contenir un résumé des études et recherches projetées.

Such notice shall indicate the nature of the resolution, in accordance with the by-laws of the Corporation, and shall contain a summary of the proposed studies and research.

Durée de l'effet de l'a. 28.

31. 1. L'article 28 a effet jusqu'à la date où la municipalité reçoit de la Société un avis l'informant qu'elle refuse d'accorder l'autorisation ou l'approbation demandée ou jusqu'au dernier jour des douze mois qui suivent le jour où l'autorisation ou l'approbation demandée est accordée, suivant la première de ces dates.

Extension.

Toutefois la Société peut étendre cette période pour au plus six mois si la municipalité lui en fait la demande et établit que l'élaboration du programme de rénovation se poursuit avec diligence et par la suite, pour au plus six autres mois si la mise au point du programme est près d'être complétée; subséquemment, la Société peut aussi étendre cette période de trois mois en trois mois mais pour pas plus d'une année au total si la municipalité établit que des circonstances exceptionnelles justifient l'extension demandée.

Cessation d'effet.

2. L'article 28 cesse aussi d'avoir effet lorsque le territoire décrit dans la résolution est déclaré « zone de rénovation » par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Idem.

3. L'article 28 cesse aussi d'avoir effet à compter de la date où la Société autorise une municipalité à réduire le territoire décrit dans une résolution adoptée en vertu de l'article 27, mais uniquement à l'égard du territoire retranché.

31. (1) Section 28 shall have effect until the date when the municipality receives from the Corporation a notice informing it that the Corporation refuses to grant the authorization or approval applied for, or until the last day of the twelve months following the day when the authorization or approval applied for is granted, whichever of such dates is first.

Duration of effect of sec. 28.

Nevertheless the Corporation may extend such period for not more than six months if the municipality makes application therefor and establishes that the elaboration of the renewal program is proceeding with despatch and thereafter, for not more than a further six months if the preparation of the program is almost completed; thereafter the Corporation may also extend such period, successively for three months at a time, but for not more than one year in all, if the municipality establishes that exceptional circumstances warrant the extension applied for.

Extension.

(2) Section 28 shall also cease to have effect when the territory described in the resolution is declared a "renewal zone" by the Lieutenant-Governor in Council.

Cessation of effect.

(3) Section 28 shall also cease to have effect from the date when the Corporation authorizes a municipality to reduce the territory described in a resolution adopted under section 27, but only with respect to the territory deducted.

Idem.

§ 2.—Programmes de rénovation

§ 2.—Renewal programs

Autorisation de programmes.

32. Toute municipalité peut, par règlement, adopter un programme de rénovation de toute partie de son territoire; ce programme doit indiquer

32. Any municipality, by by-law, may adopt a program for the renewal of any part of its territory; such program shall indicate

Programs authorized.

Contenu.

a) le territoire faisant l'objet du programme;

(a) the territory covered by the program;

Contents.

b) les fins auxquelles doit servir chacune des parties de ce territoire;

(b) the purposes for which each part of such territory is to be used;

c) les immeubles qui devront être acquis et les terrains qui devront être déblayés, en fournissant pour chacun d'eux, une description conformément à l'article 2168 du Code civil;

(c) the immoveables to be acquired and the land to be cleared, with a description of each according to article 2168 of the Civil Code;

d) les mesures qui devront être prises pour reloger les personnes qui devront être délogées afin de mettre le programme en application;

(d) the steps to be taken to rehouse the persons who must be evicted in order to carry out the program;

e) l'emplacement et la largeur des rues publiques ou privées, ainsi que des ruelles ou places publiques sur les terrains privés;

f) les subdivisions et les emplacements de rues ainsi que les ruelles ou places publiques qui ne concordent pas avec le programme et qui doivent être modifiés en conséquence;

g) les services publics qui devront être installés ou modifiés;

h) le tracé et les dimensions des rues et ruelles publiques ou privées selon la topographie des lieux et l'usage auquel ils sont destinés;

i) les endroits où peuvent être construits les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics;

j) l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement et la destination des constructions qui peuvent être érigées dans chacune des zones pouvant être établies, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui sur ces lots doit être réservé pour un parc ou pour le stationnement, ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules, et la manière d'aménager cet espace;

k) les normes relatives aux plans de construction, de transformation ou d'addition de bâtiments, aux projets de changement de destination ou d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment qu'un propriétaire doit préalablement soumettre à la municipalité et les certificats d'approbation qu'il doit obtenir;

l) les normes d'occupation des édifices;

m) la manière d'afficher des annonces, enseignes et panneaux-réclame;

n) les mesures qui doivent être prises pour l'amélioration et l'entretien des immeubles.

(e) the location and width of public or private streets and of lanes or public places on private land;

(f) the subdivisions and locations of streets and the lanes or public places which do not accord with the program and so must be altered;

(g) the public services that will have to be installed or changed;

(h) the laying out and dimensions of public or private streets and lanes according to the topography of the ground and their intended use;

(i) the places where dwellings, commercial or industrial establishments and all other buildings, including public buildings, may be erected;

(j) the architecture, dimensions, symmetry, alignment and destination of the structures which may be erected in each of the zones which may be established, the use of any immovable located therein, the area and dimensions of lots, the proportion of lots which may be occupied by structures, the space which must be left clear between structures and the lines of lots, the space which, on such lots, must be reserved for a park or for the parking, loading or unloading of vehicles and the manner of arranging such space;

(k) the standards relating to plans for the construction or alteration of or additions to buildings, to projects for changes of the destination or use of an immovable or to the moving of a building, that a proprietor must previously submit to the municipality and the certificates of approval he must obtain;

(l) the standards of occupancy of buildings;

(m) the manner of posting up advertisements, signs and sign-boards;

(n) the steps to be taken for the improvement and maintenance of immovables.

Contenu.

Ce programme doit aussi indiquer, de façon détaillée, le coût estimé de sa réalisation, les délais prévus pour la réalisation ainsi que tout ce qui peut être requis par

Such program shall also state in detail the estimated cost and the anticipated delay for carrying it out and all data required by by-law of the Corporation; it

Further contents.

règlement de la Société; il doit comprendre notamment la réglementation devant s'appliquer en vue de la réalisation du programme.

shall include, in particular, the rules for the carrying out of the program.

Publication
d'avis
d'adop-
tion.

33. Un avis de l'adoption du programme de rénovation doit être publié sans délai, trois fois, à au moins cinq jours d'intervalle, dans un quotidien ou un hebdomadaire de langue française et dans un quotidien ou un hebdomadaire de langue anglaise, circulant dans la municipalité, et une fois dans la *Gazette officielle de Québec*.

33. A notice of the adoption of the renewal program shall be published without delay, three times at intervals of at least five days, in an English-language daily or weekly newspaper and in a French-language daily or weekly newspaper circulating in the municipality, and once in the *Quebec Official Gazette*.

Publication
of
notice of
adoption.

Trans-
mission.

Un tel avis doit aussi être expédié par la poste, avant la dernière publication dans les journaux, à tous les propriétaires d'immeubles situés dans la zone où le programme doit s'appliquer et inscrits au rôle d'évaluation; la municipalité doit aussi prendre les dispositions appropriées, conformément aux règlements de la Société, pour transmettre un semblable avis aux locataires et autres occupants de tels immeubles, dans le même délai.

Such notice shall also be forwarded by mail, before the last publication in the newspapers, to all the owners of immovables situated in the zone where the program is to apply and entered on the valuation roll; the municipality shall also take appropriate means, in accordance with the by-laws of the Corporation, to send a similar notice to the lessees and other occupants of such immovables, within the same delay.

Trans-
mission.

Contenu
de l'avis.

34. Tout avis donné en vertu de l'article 33 doit indiquer, conformément aux règlements de la Société, la nature et les principales dispositions du programme et mentionner que toute personne intéressée peut transmettre à la Société, par écrit, ses objections au programme avant la date indiquée dans l'avis; cette date ne doit pas être antérieure au trentième jour suivant la dernière publication de l'avis dans les journaux.

34. Every notice given under section 33 shall indicate, in accordance with the by-laws of the Corporation, the nature and principal provisions of the program and shall state that any person interested may send to the Corporation in writing his objections to the program, before the date mentioned in the notice; such date must not be previous to the thirtieth day following the last publication of the notice in the newspapers.

Contents
of notice.

Copies du
program-
me.

35. La municipalité doit, dans les dix jours de l'adoption du programme, en transmettre dix copies à la Société; elle doit aussi en garder un nombre d'exemplaires suffisant pour consultation par les intéressés; elle est aussi tenue d'en remettre des copies à toute personne qui en fait la demande.

35. The municipality, within ten days of the adoption of the program, shall send ten copies thereof to the Corporation; it shall also keep a sufficient number of copies for examination by interested parties; it must also give copies to any person who applies therefor.

Copies of
program.

Objec-
tions.

36. Lorsque la Société reçoit une objection au programme de rénovation d'une municipalité, elle doit en transmettre copie sans délai à la municipalité.

36. When the Corporation receives an objection to the renewal program of a municipality, it shall send a copy thereof forthwith to the municipality.

Objec-
tions.

Audiences
publiques.

37. La Société doit tenir des audiences publiques afin d'entendre les personnes

37. The Corporation shall hold public hearings to hear interested persons who

Public
hearings.

qui lui ont soumis des objections au programme; ces audiences doivent être tenues dans une salle publique, dans la municipalité.

Avis à trans-
mettre.

La Société doit aviser par écrit la municipalité ainsi que toute personne qui lui a soumis des objections, de la date, de l'heure et du lieu des audiences; elle doit aussi en donner des avis publics.

Modifi-
cation.

38. La municipalité peut, avant que la Société n'ait statué sur son programme de rénovation, le modifier par règlement; elle transmet une copie du règlement à la Société qui peut alors obliger la municipalité à en donner des avis de la façon qu'elle indique.

have filed with it objections to the program; such hearings shall be held in a public hall in the municipality.

The Corporation shall notify in writing the municipality and every person who has filed objections with it of the date, hour and place of the hearings; it shall also give public notices thereof.

Notice to
be trans-
mitted.

38. The municipality, before the Corporation has adjudicated on its renewal program, may amend the same by by-law; it shall send a copy of the by-law to the Corporation which may then require the municipality to give notices thereof in such manner as it indicates.

Amend-
ment.

§ 3.—*Approbation des programmes de rénovation*

Condi-
tions
d'appro-
bation.

39. La Société est tenue d'approuver ou de rejeter le programme de rénovation de la municipalité; elle ne peut l'approuver que si ce programme prévoit, à sa satisfaction, que des logements convenables seront mis à la disposition des personnes privées de logement par suite de l'application du programme, eu égard à leurs revenus; si elle le rejette, elle doit motiver sa décision et en donner avis à la municipalité.

Ratifica-
tion.

40. L'approbation d'un programme de rénovation par la Société n'est valide que si elle est ratifiée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui décrète alors « zone de rénovation » le territoire qui fait l'objet du programme de rénovation.

Publica-
tion.

Un avis de ce décret est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Entrée en
vigueur de
la régle-
menta-
tion.

41. La réglementation de la municipalité qui est visée au dernier alinéa de l'article 32 et qui accompagne un programme de rénovation soumis au lieutenant-gouverneur en conseil par la Société, entre en vigueur au moment où le territoire dans lequel elle doit s'appliquer est décrété « zone de rénovation » et prévaut, dans cette zone, sur tous les règlements municipaux existant qui sont modifiés en conséquence.

§ 3.—*Approval of renewal programs*

39. The Corporation must approve or reject the renewal program of the municipality; it shall not approve it unless such program provides, to its satisfaction, that suitable lodgings will be made available to the persons deprived of lodgings by reason of the carrying out of the program, taking into account their income; if the Corporation rejects the program, it must state the reasons for its decision and give notice thereof to the municipality.

Condi-
tions of
approval.

40. The approval of a renewal program by the Corporation shall not be valid unless ratified by the Lieutenant-Governor in Council who shall then declare the territory covered by the renewal program a "renewal zone".

Ratifica-
tion.

A notice of such declaration shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Publica-
tion.

41. The by-laws of the municipality contemplated in the last paragraph of section 32 and which accompany a renewal program submitted to the Lieutenant-Governor in Council by the Corporation shall come into force at the time when the territory in which they are to apply is declared a "renewal zone" and shall prevail, in such zone, over all existing by-laws, which are amended accordingly.

Coming
into force
of by-
laws.

Dépôt de
copie du
program-
me.

42. Une copie du programme de rénovation portant la mention de son approbation par la Société et par le lieutenant-gouverneur en conseil doit être déposée sans délai par la municipalité au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district judiciaire dans lequel est situé son territoire, au bureau du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité dont il s'agit et au bureau d'enregistrement de toute division d'enregistrement où est situé le territoire décrété « zone de rénovation »; après le dépôt du programme, le registrateur doit voir à ce que mention de ce dépôt soit faite dans l'index aux immeubles, au numéro du cadastre visé par le programme, comme suit, savoir: « Programme de rénovation approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le (date). »

Modifi-
cation.

43. Toute modification à un programme de rénovation dans un territoire décrété « zone de rénovation » se fait en suivant la même procédure que celle qui est prévue aux articles 32 à 42.

42. A copy of the renewal program bearing mention of its approval by the Corporation and by the Lieutenant-Governor in Council shall be deposited forthwith by the municipality in the office of the prothonotary of the Superior Court of the judicial district in which its territory is situated, in the office of the clerk or secretary-treasurer of the municipality concerned and in the registry office of every registration division in which the territory declared a "renewal zone" is situated; after the deposit of the program, the registrar shall see that mention of such deposit is made in the index of immoveables, at the cadastral number contemplated by the program, as follows: "Renewal program approved by the Lieutenant-Governor in Council on (date)."

Deposit of
copy of
program.

43. Every change in a renewal program in a territory declared a "renewal zone" shall be made in accordance with the procedure prescribed in sections 32 to 42.

Amend-
ment.

§ 4.—*Mise en application des programmes de rénovation*

§ 4.—*Carrying out of renewal programs*

Pouvoirs.

44. Toute municipalité dont une partie du territoire a été décrété « zone de rénovation » par suite de la ratification d'un programme de rénovation par le lieutenant-gouverneur en conseil possède les pouvoirs requis pour mettre ce programme en application de la façon qui y est indiquée suivant les formalités prévues aux règlements de la Société; elle peut notamment acquérir par expropriation ou de gré à gré, détenir, louer et aliéner par bail emphytéotique ou autrement, par suite d'appel d'offres publiques ou de gré à gré, tout immeuble dont l'acquisition est prévue dans le programme, et exécuter les travaux de démolition et de déblaiement requis.

Autorisa-
tion et
approba-
tion.

Toute acquisition, location ou aliénation de gré à gré doit être autorisée par la Société; elle doit de plus être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Procédu-
re.

Toute acquisition par expropriation se fait suivant les dispositions du Code de

44. Every municipality a portion of whose territory has been declared a "renewal zone" upon the ratification of a renewal program by the Lieutenant-Governor in Council shall have the powers necessary to carry out such program in the manner indicated therein, in accordance with the formalities prescribed in the by-laws of the Corporation; in particular it may acquire by expropriation or by agreement, hold, lease and alienate by emphyteutic lease or otherwise, following a call for public tenders or by agreement, any immoveable the acquisition of which is provided for in the program, and carry out the necessary demolition and clearing works.

Powers.

Every acquisition, rental or alienation by agreement must be authorized by the Corporation; it must also be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Author-
ization
and
approval.

Every acquisition by expropriation shall be made in accordance with the provisions

Proce-
dure.

procédure civile, à moins qu'il n'en soit autrement prévu dans la charte de la municipalité qui exproprie.

of the Code of Civil Procedure, unless otherwise provided in the charter of the expropriating municipality.

Démolitions.

45. La Cour supérieure peut, à la demande de la municipalité ou de la Société, ordonner la démolition, aux frais du propriétaire du terrain, de toute construction faite en contravention de la présente loi ou d'un programme de rénovation ratifié par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ce recours se prescrit par six mois à compter de la fin des travaux.

45. The Superior Court, at the instance of the municipality or of the Corporation, may order the demolition, at the cost of the owner of the land, of any structure erected in contravention of this act or of a renewal program ratified by the Lieutenant-Governor in Council. Such recourse shall be prescribed by six months from the end of the work.

Demolitions.

Recours en justice.

46. La Société a l'intérêt requis pour exercer tous recours en justice découlant de l'application de la présente loi ou d'un programme de rénovation ratifié par le lieutenant-gouverneur en conseil; elle a également l'intérêt requis pour demander en justice l'annulation de tout règlement ou de toute résolution d'une municipalité concernant un immeuble situé dans le territoire où s'applique un tel programme et qui va à l'encontre d'un tel programme, ou de tout permis délivré par la municipalité et autorisant la construction ou la transformation d'un bâtiment dans ce territoire contrairement à un tel programme.

46. The Corporation shall have the necessary interest to exercise all judicial recourses arising out of the carrying out of this act or a renewal program ratified by the Lieutenant-Governor in Council; it shall also have the necessary interest to institute judicial proceedings for the annulment of any by-law or resolution of a municipality respecting an immoveable situated in the territory where such a program is in force and which contravenes such program, or of any permit issued by the municipality authorizing the construction or alteration of a building in such territory contrary to such program.

Judicial proceedings.

Délai pour exercice de pouvoirs.

47. Une municipalité ne peut exercer les pouvoirs d'acquisition qui lui sont conférés par l'article 44 que dans les cinq années qui suivent le moment où la partie de son territoire qui en fait l'objet a été décrétée « zone de rénovation »; toutefois, la Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, étendre cette période pour au plus cinq autres années si la municipalité établit que la réalisation de son programme de rénovation se poursuit avec diligence et que l'extension demandée est nécessaire.

47. No municipality shall exercise the powers of acquisition conferred on it by section 44 except within five years from the time when the part of its territory concerned was declared a "renewal zone"; nevertheless the Corporation, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may extend such period for not more than five further years if the municipality establishes that the carrying out of its renewal program is proceeding with despatch and that the extension applied for is necessary.

Delay to exercise powers.

Emprunts.

48. Toute municipalité qui a obtenu l'autorisation de la Société pour réaliser un programme visé à l'article 44 peut, pour le mettre en application, contracter des emprunts, par règlement, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec qui peut l'autoriser à donner toute garantie qu'elle détermine; ces emprunts ne requièrent pas d'autre approbation que celle du ministre.

48. Any municipality which has obtained the authorization of the Corporation to carry out a program contemplated by section 44 may, for the carrying out of such program, contract loans, by by-law, with the approval of the Quebec Municipal Commission which may authorize it to give such guarantees as it determines; such loans shall require no other approval than that of the Minister.

Loans.

Pouvoirs.

49. La Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine:

a) accorder des subventions pour des études et recherches sur la rénovation et la préparation de programmes de rénovation, lorsque ces études et recherches sont effectuées conformément aux normes prescrites par règlement de la Société;

b) accorder des allocations pour l'occupation d'un logement par des personnes à faibles revenus évincées de leur logement à l'occasion de la démolition d'un immeuble en raison de l'application d'un programme de rénovation;

c) consentir des prêts aux municipalités, leur accorder des subventions pour la réalisation d'un programme de rénovation et accorder des subventions aux propriétaires d'édifices visés par le programme, dans la mesure qui y est indiquée à l'égard de chacun d'eux, pour la démolition, la reconstruction et la restauration de ces édifices.

Idem.

Nonobstant toute disposition inconciliable de la Loi de l'interdiction de subventions municipales (Statuts refondus 1964, chapitre 176), une municipalité peut, conjointement avec la Société, exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes *a* et *b* ainsi que ceux qui sont prévus au paragraphe *c* à l'égard de propriétaires d'édifices.

Territoire
déclaré
n'être
plus zone
de réno-
vation.

50. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande d'une municipalité et sur la recommandation de la Société, s'il est d'avis qu'un programme de rénovation a été complété en totalité dans un territoire décrété « zone de rénovation » ou si une partie de ce territoire a été soustraite de l'application d'un programme de rénovation par l'effet d'une modification faite conformément à l'article 43, déclarer que ce territoire ou cette partie de territoire n'est plus une zone de rénovation; les règlements municipaux alors en vigueur dans ce territoire ou cette partie de territoire peuvent, à compter de la date de l'arrêté en conseil, être modifiés en suivant la procédure ordinaire; toutefois, toute modification aux règlements municipaux en matière de régie de la cons-

Powers.

49. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he determines, the Corporation may:

(a) grant subsidies for studies and research respecting renewal and the preparation of renewal programs, when such studies and research are carried out in conformity with the standards prescribed by by-law of the Corporation;

(b) grant allowances for the occupancy of lodgings by persons of low income evicted from their lodgings upon the demolition of a building through the carrying out of a renewal program;

(c) make loans to municipalities, grant them subsidies for the carrying out of a renewal program and grant subsidies to the owners of buildings contemplated in the program, to such extent as is indicated therein respecting each of them, for the demolition, reconstruction and restoration of such buildings.

Idem.

Notwithstanding any inconsistent provision of the Municipal Aid Prohibition Act (Revised Statutes, 1964, chapter 176), a municipality may, jointly with the Corporation, exercise the powers provided in paragraphs *a* and *b* and those provided in paragraph *c* as regards owners of buildings.

Territory
declared
to be no
longer
renewal
zone.

50. Upon application by a municipality and on the recommendation of the Corporation, the Lieutenant-Governor in Council, if of the opinion that a renewal program has been entirely completed in a territory declared a "renewal zone" or if a portion of such territory has been withdrawn from the application of a renewal program by the effect of a change made in conformity with section 43, may declare that such territory or such portion of territory is no longer a renewal zone; from the date of the order in council, the municipal by-laws then in force in such territory or such portion of territory may be amended in accordance with the ordinary procedure; but every amendment of the municipal building and zoning by-laws then in force in a territory in which a renewal program has been completed

truction et de zonage alors en vigueur dans un territoire dans lequel un programme de rénovation a été complété doit être soumise à l'approbation de la Société avant d'entrer en vigueur.

Avis
d'adop-
tion de
l'arrêté.

La municipalité doit, sans délai, publier un avis de l'adoption d'un tel arrêté dans la *Gazette officielle de Québec* et en aviser le registraire du bureau de toute division d'enregistrement où est situé le territoire qui en fait l'objet; celui-ci doit voir à ce que mention de l'adoption de cet arrêté en conseil soit faite dans l'index aux immeubles, au numéro du cadastre visé par le programme.

must be submitted for approval to the Corporation before coming into force.

The municipality shall publish, without delay, a notice of the adoption of any such order in the *Quebec Official Gazette* and shall give notice thereof to the registrar of the office of every registration division in which the territory covered by the order is situated; such registrar shall see that the adoption of such order in council is mentioned in the index of immoveables, under the cadastral number contemplated by the program.

Notice of
adoption
of order.

SECTION IV

LOGEMENTS À LOYER MODIQUE

§ 1.—Programmes municipaux

Program-
mes auto-
risés.

51. Toute municipalité peut adopter un programme ayant pour fin de mettre des logements à loyer modique à la disposition des personnes à faible revenu mais un tel programme doit être soumis à l'approbation de la Société et du lieutenant-gouverneur en conseil avant que sa réalisation ne puisse commencer.

Données
compri-
ses.

Un tel programme doit comprendre toutes les données exigées par les règlements de la Société et notamment:

a) une description des immeubles à acquérir, faite conformément à l'article 2168 du Code civil;

b) les mesures qui seront prises pour reloger les personnes qui seront délogées à l'occasion de la mise en application du programme;

c) les habitations projetées, avec des esquisses et devis explicatifs;

d) l'organisme qui sera responsable de la construction et de l'aménagement des immeubles d'habitations à loyer modique;

e) le coût estimé de la réalisation du programme, les modes de financement projetés et les mesures prises à ces fins;

f) les délais prévus pour la réalisation du programme;

g) les dispositions qui ont été prises pour l'administration des logements;

DIVISION IV

LOW RENTAL LODGINGS

§ 1.—Municipal programs

51. Any municipality may adopt a program to make low rental lodgings available to persons of low income but such program must be submitted for approval to the Corporation and the Lieutenant-Governor in Council before the carrying out thereof may be commenced.

Programs
author-
ized.

Such program shall include all the data required by the by-laws of the Corporation and in particular:

Data
included.

(a) a description of the immoveables to be acquired, made in conformity with article 2168 of the Civil Code;

(b) the steps to be taken to rehouse persons who will be evicted upon the carrying out of the program;

(c) the proposed dwellings, with explanatory sketches and specifications;

(d) the organization which will be responsible for the construction and equipping of the low rental lodging buildings;

(e) the estimated cost of carrying out the program, the proposed methods of financing and the steps taken for such purposes;

(f) the anticipated delays for the carrying out of the program;

(g) the arrangements made for the administration of the lodgings;

h) les critères de sélection des personnes qui occuperont les logements et le montant des loyers qui seront exigés.

(h) the criteria for selecting the persons who will occupy the lodgings and the amount of the rental that will be required.

Modifica-
tion au
program-
me.

52. La municipalité peut, en tout temps avant que la Société n'ait statué sur son programme, le modifier par règlement et elle doit alors lui en transmettre une copie sans délai.

52. The municipality, at any time before the Corporation has adjudicated upon its program, may alter it by by-law and it shall then send a copy thereof forthwith to the Corporation.

Amend-
ment to
program.

Approba-
tion ou
rejet.

La Société est tenue d'approuver ou de rejeter tout programme qui lui est soumis par une municipalité en vertu de l'article 51; elle ne peut approuver un tel programme que s'il prévoit, à sa satisfaction, que des logements convenables seront mis à la disposition des personnes privées de logement par suite de la mise en application du programme, eu égard à leurs revenus; si elle le rejette, elle doit motiver sa décision et en donner avis à la municipalité.

The Corporation must approve or reject every program submitted to it by a municipality under section 51; it shall not approve such a program unless it provides, to its satisfaction, that suitable lodgings will be made available to the persons deprived of lodging by reason of the carrying out of the program, taking into account their income; if the Corporation rejects the program, it must state the reasons for its decision and give notice thereof to the municipality.

Approval
or rejection.

Pouvoirs
de la mu-
nicipalité.

53. Dès qu'un programme a été ratifié par le lieutenant-gouverneur en conseil, la municipalité qui l'a adopté possède les pouvoirs requis pour le mettre en application; elle peut, à cette fin:

53. When a program has been ratified by the Lieutenant-Governor in Council, the municipality which adopted it shall have the necessary powers for carrying it out; it may, for such purpose:

Powers of
municipality.

a) acquérir par expropriation ou de gré à gré les immeubles indiqués dans le programme;

(a) acquire by expropriation or agreement the immovables indicated in the program;

b) construire et aménager les immeubles d'habitations à loyer modique prévus dans le programme;

(b) construct and equip the low rental lodging buildings provided for in the program;

c) aliéner par bail emphytéotique ou autrement, tout immeuble qu'elle a acquis en vertu du paragraphe *a*, en faveur d'un organisme sans but lucratif, ou lui en confier l'administration, aux conditions qu'elle détermine;

(c) alienate by emphyteutic lease or otherwise, to a non-profit corporation, any immovable it has acquired under paragraph *a* or entrust to it the administration thereof, on such conditions as it determines;

d) détenir et administrer tout immeuble d'habitations à loyer modique.

(d) hold and administer any low rental lodging building.

Autorisa-
tion.

Une municipalité ne peut toutefois exercer les pouvoirs d'acquisition de gré à gré prévus au paragraphe *a* ou les pouvoirs prévus au paragraphe *c*, que si elle y est préalablement autorisée de façon spéciale par la Société et le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nevertheless a municipality shall not exercise the powers of acquisition by agreement provided in paragraph *a* or the powers provided in paragraph *c* unless it is first specially authorized by the Corporation and the Lieutenant-Governor in Council.

Author-
ization.

Procé-
dure en
expro-
priation.

54. Toute acquisition par expropriation faite en vertu du paragraphe *a* de l'article 53 se fait suivant les dispositions du Code de procédure civile, à moins qu'il n'en soit prévu autrement dans la charte de la municipalité qui exproprie.

54. Every acquisition by expropriation under paragraph *a* of section 53 shall be effected in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure, unless otherwise provided in the charter of the expropriating municipality.

Expro-
priation
proceed-
ings.

§ 2.—Offices municipaux d'habitation

§ 2.—Municipal housing bureaus

Constitu-
tion en
corpora-
tion.

55. 1. Sur présentation d'une requête d'une municipalité, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant toute personne en corporation sans but lucratif pour fins d'acquisition, de construction et d'administration d'immeubles d'habitations à loyer modique pour personnes à faible revenu. La requête doit mentionner le nom de la nouvelle corporation, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre et de ses administrateurs; le nom de toute telle corporation doit indiquer qu'il s'agit d'un office municipal d'habitation.

Avis.

2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Pouvoirs.

3. Une corporation ainsi constituée a entre autres pouvoirs ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province et est un agent de la municipalité qui en a demandé la constitution; elle ne peut acquérir ni aliéner un immeuble ni effectuer un emprunt sans l'autorisation de la Société et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Idem.

4. Une corporation ainsi constituée peut, par une entente conclue avec une municipalité autre que celle dont elle est l'agent, exercer ses pouvoirs pour le compte de cette autre municipalité; une telle entente n'est valide que si elle est approuvée par la municipalité dont l'office est agent, par la Société et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Fins et
pouvoirs
modifiés.

5. À la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice et changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Incorporation.

55. (1) Upon petition by a municipality, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating any person as a non-profit corporation for the purposes of acquiring, constructing and administering low rental lodging buildings for persons of low income. The petition shall mention the name of the new corporation, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or sole member and of its directors; the name of every such corporation shall indicate that it is a municipal housing bureau.

Notice.

(2) Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Powers.

(3) A corporation so constituted shall have, among other powers, those of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province and shall be an agent of the municipality which applied for its incorporation; it shall not acquire or alienate an immovable or contract a loan without the authorization of the Corporation and of the Lieutenant-Governor in Council.

Idem.

(4) A corporation so constituted may, by agreement with a municipality other than that of which it is the agent, exercise its powers on behalf of such other municipality; such an agreement shall not be valid unless approved by the municipality of which the bureau is the agent, by the Corporation and by the Lieutenant-Governor in Council.

Objects
and
powers
amended.

(5) Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation and the rules established for the exercise thereof and change its name or the location of its head office in the Province. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.

6. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu'il détermine et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

(6) Upon the petition of a corporation constituted under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved on such conditions as he determines and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.Succes-
sion.

56. À la requête d'une municipalité, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation en vertu de l'article précédent, déclarer que cette corporation succède à une corporation alors existante et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par une résolution de son ou de ses administrateurs ou de ses membres, selon le cas.

56. Upon petition by a municipality, the Lieutenant-Governor may, by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, enact that such corporation succeeds a corporation then existing and declare the latter dissolved, provided that the latter has agreed thereto by resolution of its director or directors or its members, as the case may be.

Succes-
sion.

Idem.

À la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent, le lieutenant-gouverneur peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante qui a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Upon petition by a corporation constituted under the preceding section, the Lieutenant-Governor may make a similar provision in favour of the petitioning corporation which has agreed thereto by its director or directors.

Idem.

Idem.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations de la date d'émission de ces lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposition of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and all proceedings commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

Idem.

Enregis-
trement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois de l'enregistrement, aux bureaux des circonscriptions dans lesquelles sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes, et décrivant, suivant la loi, les immeubles ainsi transmis.

The succeeding corporation shall cause to be registered, in conformity with the laws respecting registration, at the registry offices of the places where the immovables are situated, a declaration showing the transmission of immovables resulting from this act and the provisions of its letters patent and describing, according to law, the immovables so transmitted.

Registra-
tion.

§ 3.—Financement des programmes municipaux

§ 3.—Financing of municipal programs

Em-
prunts.

57. Toute municipalité qui a obtenu l'autorisation de la Société pour réaliser un programme visé à l'article 51 peut, pour le mettre en application, contracter

57. Any municipality which has obtained the authorization of the Corporation to carry out a program contemplated in section 51 may, for the carrying

Loans.

des emprunts, par règlement, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec qui peut l'autoriser à donner toute garantie qu'elle détermine; ces emprunts ne requièrent pas d'autre approbation que celle du ministre.

out of such program, contract loans by by-law, with the approval of the Quebec Municipal Commission which may authorize it to give such guarantee as it determines; such loans shall require no other approval than that of the Minister.

Pouvoirs.

58. La Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine:

58. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he determines, the Corporation may:

a) accorder des subventions pour des études et recherches sur l'habitation et la préparation de programmes municipaux d'habitations à loyer modique pour des personnes à faible revenu, lorsque ces études et recherches sont effectuées pour le compte d'une municipalité conformément aux normes prescrites par règlement de la Société;

(a) grant subsidies for studies and research on housing and the preparation of municipal low rental lodging programs for persons of low income, when such studies and research are carried out on behalf of a municipality in conformity with the standards prescribed by by-law of the Corporation;

b) accorder des allocations pour l'occupation d'un logement par des personnes à faible revenu évincées de leur logement à l'occasion de la démolition d'un immeuble en raison de l'application d'un tel programme soumis à la Société par une municipalité;

(b) grant allowances for the occupancy of lodgings by persons of low income evicted from their lodgings upon the demolition of a building through the carrying out of any such program submitted to the Corporation by a municipality;

c) consentir des prêts aux municipalités et aux offices municipaux d'habitation constitués en vertu de l'article 55 et leur accorder des subventions pour la réalisation d'un tel programme;

(c) make loans to municipalities and to municipal housing bureaus incorporated under section 55 and grant them subsidies for the carrying out of any such programs;

d) accorder des subventions aux municipalités ou aux offices municipaux d'habitation constitués en vertu de l'article 55, pour les aider à défrayer le coût d'exploitation des immeubles d'habitations à loyer modique qu'ils administrent.

(d) grant subsidies to municipalities or municipal housing bureaus constituted under section 55, to assist them in defraying the operating cost of the low rental lodging buildings which they administer.

Idem.

59. Toute municipalité peut, conjointement avec la Société, exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes a et b de l'article 58; une municipalité peut aussi, sous la même réserve, consentir des prêts à un office municipal constitué en vertu de l'article 55 ou agissant pour son compte en vertu d'une entente conclue conformément à la présente loi, pour l'exécution d'un programme dûment autorisé, et lui accorder des subventions pour l'aider à défrayer le coût d'acquisition, de construction et d'exploitation d'immeubles d'habitations à loyer modique.

59. Any municipality may, jointly with the Corporation, exercise the powers provided in paragraphs a and b of section 58; subject to the same condition a municipality may also make loans to a municipal bureau constituted under section 55 or acting on its behalf under an agreement made in accordance with this act, for the carrying out of a duly authorized program, and grant it subsidies to assist it in defraying the cost of acquiring, constructing and operating low rental lodging buildings.

Bem-
bour-
sement
d'em-
prunt.

60. Toute municipalité et tout office municipal d'habitation constitué en vertu

60. Any municipality and any municipal housing bureau constituted under

Repay-
ment of
loans.

de l'article 55 doivent employer le produit de toute aliénation des immeubles acquis pour la réalisation d'un programme dûment autorisé, au remboursement des emprunts contractés auprès de la Société en vertu du paragraphe c de l'article 58.

section 55 must apply the proceeds of any alienation of immovables acquired for carrying out a duly authorized program, to the repayment of the loans contracted with the Corporation under paragraph c of section 58.

Taxes.

61. Tout office municipal d'habitation constitué en vertu de l'article 55 qui administre un immeuble d'habitations à loyer modique, qu'il en soit ou non propriétaire, est tenu de payer à son égard toutes les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la municipalité.

61. Any municipal housing bureau constituted under section 55 which administers a low rental lodging building, whether or not it is the owner, must pay in respect thereof all the taxes that may be exigible from any landowner in the municipality.

Idem.

Toute municipalité qui est propriétaire d'un immeuble d'habitations à loyer modique et qui l'administre elle-même est tenue de payer à son égard toutes les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la municipalité sauf les taxes municipales.

Any municipality which owns a low rental lodging building and administers it itself must pay in respect thereof all the taxes that may be exigible from any landowner in the municipality, except the municipal taxes.

§ 4.—*Programmes d'organismes sans but lucratif*

§ 4.—*Programs of non-profit organizations*

Prêts.

62. La Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, consentir des prêts à tout organisme sans but lucratif qui lui en fait la demande et qui lui présente en même temps un programme ayant pour fin de mettre des logements à loyer modique à la disposition de personnes à faible revenu, y compris des personnes âgées, des étudiants, leur conjoint et leurs enfants; un tel programme doit comprendre les données exigées par les règlements de la Société.

62. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he determines, the Corporation may make loans to any non-profit organization which applies therefor and submits at the same time a program to make low rental lodgings available to persons of low income, including students, aged persons, their spouses and their children; such program shall include the data required by the by-laws of the Corporation.

Allocations.

La Société peut aussi, sous les mêmes réserves, accorder des allocations pour l'occupation d'un logement par des personnes à faible revenu évincées de leur logement à l'occasion de la démolition d'un immeuble en raison de l'application d'un tel programme.

Subject to the same conditions, the Corporation may also grant allowances for the occupancy of lodgings by persons of low income evicted from their lodgings upon the demolition of a building through the carrying out of such a program.

Restriction.

Le présent article ne s'applique pas à un office municipal d'habitation constitué en vertu de l'article 55.

This section shall not apply to a municipal housing bureau constituted under section 55.

§ 5.—*Bureaux d'examen des griefs*

§ 5.—*Grievance bureaux*

Bureau.

63. La Société peut constituer un bureau d'examen des griefs dans chaque municipalité où un programme visé à

63. The Corporation may establish a bureau for the examination of grievances in each municipality where a program

l'article 51 ou à l'article 62 a été mis en application; à cette fin elle doit désigner au moins trois et au plus cinq personnes chargées de se réunir au moins une fois par mois afin d'entendre toute personne qui loge dans une habitation à loyer modique réalisée en vertu de tels programmes et qui lui a soumis un grief portant sur l'administration de l'immeuble dans lequel est situé un tel logement.

Pouvoirs
des mem-
bres.

64. Les membres des bureaux ont les pouvoirs prévus à l'article 20; ils sont tenus de rapporter à la Société tout fait qui, à leur avis, constitue une violation de toute norme de la Société applicable au logement habité par la personne qui a soumis le grief, en vertu d'un règlement ou d'un contrat; ils peuvent aussi faire toute recommandation qui leur semble appropriée dans les circonstances.

Honorai-
res.

65. Les membres des bureaux reçoivent de la Société les honoraires qu'elle détermine par règlement.

Règle-
ments.

66. La Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, adopter tout règlement nécessaire pour mettre en application le présent paragraphe 5.

contemplated in section 51 or section 62 has been carried out; for such purpose it shall designate not less than three nor more than five persons to meet at least once a month to hear any person who lodges in a low rental lodging building provided under such programs and who has submitted to it a grievance relating to the administration of the building in which such a lodging is situated.

64. The members of the bureaux shall have the powers provided in section 20; they shall report to the Corporation any fact which, in their opinion, constitutes a violation of any standard of the Corporation applicable to the lodging inhabited by the person who submitted the grievance, under a by-law or a contract; they may also make any recommendation they deem proper in the circumstances.

65. The members of the bureaux shall receive from the Corporation such remuneration as it determines by by-law.

66. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Corporation may make any by-law necessary for the carrying out of this subdivision 5.

SECTION V

RÈGLEMENTS

Pouvoirs
de régle-
menta-
tion.

67. En outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, la Société peut, par règlement:

a) établir des normes en vertu desquelles elle peut autoriser la délivrance de permis visés au premier alinéa de l'article 28;

b) déterminer les conditions auxquelles elle peut autoriser une municipalité à entreprendre ou faire entreprendre des études et recherches en vue de la préparation d'un programme de rénovation de toute partie de son territoire;

c) fixer le prix maximum que peut exiger une municipalité pour la remise à un intéressé de copies d'un programme de rénovation adopté par elle;

d) fixer les conditions minimum de logement que doit remplir toute personne

DIVISION V

BY-LAWS

67. In addition to the regulatory powers assigned to it by this act, the Corporation may, by by-law:

(a) establish standards under which it may authorize the issuance of the permits contemplated in the first paragraph of section 28;

(b) determine the conditions upon which it may authorize a municipality to undertake or cause to be undertaken studies and research for the preparation of a program for the renewal of any part of its territory;

(c) fix the maximum price that a municipality may require for giving interested parties copies of a renewal program adopted by it;

(d) fix the minimum conditions for relodging to be fulfilled by any person

Powers of
members.

Remuner-
ation.

By-laws.

Regula-
tory
powers.

qui obtient une autorisation, une approbation, une subvention ou un prêt de la Société, à l'égard des personnes qui seront délogées par suite de la mise en application d'un programme de rénovation ou d'habitations à loyer modique;

e) déterminer des normes en vertu desquelles elle consentira des prêts et prévoir notamment, les garanties exigibles, la période de remboursement des emprunts, les assurances qu'un emprunteur est tenu de maintenir en vigueur et les cas où un emprunteur devient en défaut;

f) déterminer des normes en vertu desquelles elle accorde une subvention;

g) établir les conditions auxquelles les baux sont consentis par toute personne qui obtient un prêt de la Société pour la réalisation d'un programme d'habitations à loyer modique;

h) établir des normes de reconnaissance des organismes sans but lucratif ainsi que les conditions auxquelles une telle reconnaissance est maintenue, y compris les inspections auxquelles ils doivent se soumettre, les rapports qu'ils doivent lui expédier et les renseignements qu'ils doivent contenir, les livres, registres et comptes qu'ils doivent tenir, et les normes administratives auxquelles ils doivent se soumettre;

i) déterminer les conditions et les formalités suivant lesquelles une partie de tout prêt peut être avancée au constructeur d'un immeuble ayant fait l'objet d'un prêt en vertu de la présente loi;

j) déterminer le montant des honoraires requis à l'égard de toute demande d'approbation ou de prêt faite en vertu de la présente loi;

k) définir les expressions: « personne à faible revenu », « logement à loyer modique » et « services publics » pour les fins du paragraphe g de l'article 32;

l) statuer sur toute matière requise pour sa régie interne et prescrire toute autre mesure qu'elle juge appropriée pour la mise à exécution de la présente loi.

who obtains an authorization, approval, subsidy or loan from the Corporation, with respect to the persons who will be dislodged through the carrying out of a renewal or low rental lodging program;

(e) determine the standards whereby it will make loans and specify in particular, the guarantees exigible, the period for repayment of the loans, the insurance that a borrower must maintain in force and the cases in which a borrower is in default;

(f) determine standards whereby it will grant a subsidy;

(g) establish the conditions upon which leases shall be made by any person who obtains a loan from the Corporation for the carrying out of a low rental lodging program;

(h) establish standards for the recognition of non-profit organizations and the conditions upon which such recognition shall be maintained, including the inspections which they must undergo, the reports that they must make to it and the information that such reports must contain, the books, registers and accounts that they must keep, and the administrative standards with which they must comply;

(i) determine the conditions and formalities whereby a portion of any loan may be advanced to the builder of an immoveable covered by a loan under this act;

(j) determine the amount of the fees payable on any application for approval or for a loan made under this act;

(k) define the expressions: "person of low income", "low rental lodging" and "public services" for the purposes of paragraph g of section 32;

(l) determine any matter necessary for its internal management and prescribe any other measure it deems proper for the carrying out of this act.

Entrée en
vigueur
des règle-
ments.

68. Les règlements de la Société sont soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée.

68. The by-laws of the Corporation shall be subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council and shall come into force on the date of their publication in the *Quebec Official Gazette* or on such later date as is determined therein.

Coming
into force
of by-
laws.

SECTION VI

DIVISION VI

ENTENTES ET DISPOSITIONS FINANCIÈRES

AGREEMENTS AND FINANCIAL PROVISIONS

Em-
prunts.

69. Avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, la Société peut contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Condi-
tions.

70. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine:

a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;

b) autoriser le ministre des finances de la province à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Fonds
consolidé.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

Accords.

71. La Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure tout accord avec le gouvernement du Canada ou tout organisme de celui-ci, afin de faciliter l'exécution de la présente loi.

Publica-
tion et
dépôt.

Le texte de toute entente doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et déposé devant l'Assemblée législative.

Fonds de
roule-
ment.

72. Le ministre des finances est autorisé à verser à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas \$500,000 pour constituer un fonds de roulement afin d'acquitter les déboursés nécessaires à la protection des prêts; aussitôt recouvrées, les sommes ainsi déboursées doivent être remises dans ce fonds de roulement.

Rem-
bourse-
ment.

73. Les sommes recouvrées par la Société doivent être affectées au remboursement des emprunts et autres obligations

Loans.

69. With the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Corporation may contract loans by notes, bonds or other securities, at such rate of interest and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council may determine.

Condi-
tions.

70. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he determines, may:

(a) guarantee the payment in principal and interest of any loan of the Corporation and the performance of any of its obligations;

(b) authorize the Minister of Finance of the Province to advance to the Corporation any amount deemed necessary for the carrying out of this act, at such rate of interest, for such time and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council may determine.

Consoli-
dated
fund.

The sums which the government may be called upon to pay under such guarantees or to advance to the Corporation shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Agree-
ments.

71. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Corporation may make any agreement with the government of Canada or any body thereof to facilitate the carrying out of this act.

Publica-
tion and
deposit.

The text of every agreement shall be published in the *Quebec Official Gazette* and laid before the Legislative Assembly.

Working
fund.

72. The Minister of Finance is authorized to pay to the Corporation, out of the consolidated revenue fund, a sum not exceeding \$500,000 to constitute a working fund to make the necessary disbursements for the protection of loans; as soon as they are recovered, the sums so disbursed must be repaid into such working fund.

Repay-
ment.

73. The amounts recovered by the Corporation shall be appropriated for the repayment of the loans and other obliga-

de la Société ainsi que des avances faites par le ministre des finances en vertu du paragraphe *b* de l'article 70, et le solde est versé au fonds consolidé du revenu.

tions of the Corporation and of the advances made by the Minister of Finance under paragraph *b* of section 70, and the balance shall be paid into the consolidated revenue fund.

Sommes
requises.

74. Les autres sommes requises pour l'application de la présente loi sont payées, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1968, sur le fonds consolidé du revenu, et pour les années subséquentes, à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

74. The other sums required for the carrying out of this act shall be paid, for the fiscal year ending on the 31st of March 1968, out of the consolidated revenue fund, and for subsequent years, out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.

Sums
required.

SECTION VII

DISPOSITIONS FINALES

Succes-
sion.

75. La Société succède à l'Office du crédit agricole du Québec pour les fins de la Loi de l'habitation familiale (Statuts refondus, 1964, chapitre 110) et en acquiert les droits et en assume les obligations.

Procédu-
res conti-
nuées.

Les procédures instituées par cet Office ou contre lui en vertu de ladite loi peuvent être continuées par la Société ou contre elle sans reprise d'instance.

Interpré-
tation.

Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document, toute expression employée pour désigner cet Office pour les fins de ladite loi désigne la Société.

Fonction-
naires,
etc.

76. Les fonctionnaires et employés de l'Office du crédit agricole du Québec en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi qui, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil, consacrent au moins la moitié de leur temps à l'application de la Loi de l'habitation familiale, deviennent, sans autre formalité, des fonctionnaires ou employés de la Société et la Loi de la fonction publique leur devient applicable.

Usage des
sommes.

77. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que toutes les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole du Québec pour les fins de l'application de la Loi de l'habitation familiale soient mises à la disposition de la Société pour être employées aux fins de ladite loi.

DIVISION VII

FINAL PROVISIONS

75. The Corporation succeeds the Quebec Farm Credit Bureau for the purposes of the Family Housing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 110), is vested with the rights and shall be responsible for the obligations thereof.

Succes-
sion.

The proceedings instituted by or against such Bureau under the said act may be continued by or against the Corporation without proceedings in continuance of suit.

Proceed-
ings con-
tinued.

In any act, proclamation, order in council, contract or document, every expression used to designate such Bureau for the purposes of the said act designates the Corporation.

Inter-
pretation.

76. The functionaries and employees of the Quebec Farm Credit Bureau in office at the coming into force of this act who, in the opinion of the Lieutenant-Governor in Council, devote at least one-half of their time to the carrying out of the Family Housing Act, shall, without other formality, become functionaries or employees of the Corporation and the Public Service Act shall become applicable to them.

Function-
aries, etc.

77. The Lieutenant-Governor in Council may order that all sums made available to the Quebec Farm Credit Bureau for the carrying out of the Family Housing Act be made available to the Corporation to be used for the purposes of the said act.

Use of
monies.

Disposi-
tions
affectées.

78. À compter de l'expiration des douze mois qui suivent la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, toute disposition d'une loi spéciale accordant des pouvoirs à un organisme public ou à une municipalité concernant la rénovation ou le réaménagement urbains devient caduque; de plus au cours de ces douze mois un tel organisme public ou une telle municipalité ne peut exercer ces pouvoirs qu'avec l'autorisation spéciale du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine; un tel organisme ou une telle municipalité peut aussi, avec la même autorisation et nonobstant toute disposition de la loi spéciale qui s'y applique, se prévaloir des dispositions de la présente loi.

Applica-
tion de la
loi.

79. Le ministre des affaires municipales est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur
(27 sept.
1967,
G. O., p.
5472).

80. La présente loi entrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

78. Upon the expiry of twelve months after the coming into force of this act, every provision of a special act granting powers to a public body or municipality respecting urban renewal or replanning shall lapse; furthermore, no such public body or municipality shall exercise such powers during such twelve months except with the special authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he determines; any such body or municipality may also, with the same authorization and notwithstanding any provision of the special act applicable thereto, avail itself of the provisions of this act.

Provi-
sions
affected.

79. The Minister of Municipal Affairs shall have charge of the carrying out of this act.

Carrying
out of act.

80. This act shall come into force upon proclamation by the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force
(Sept. 27,
1967,
O. G., p.
5472).